

**Paris, le 18 janvier 2023**

**Vœux 2023 de Départements de France**

**Discours de François SAUVADET, Président de Départements de France**

(Seul le prononcé fait foi)

Monsieur le Ministre, Cher Jean-Christophe Combe,

Madame la Secrétaire d'État, Chère Charlotte Caubel,

Mes chers collègues Présidentes et Présidents de Départements, conseillères et conseillers départementaux,

Mesdames et Messieurs les élus,

Monsieur le Président du Conseil économique social et environnemental, cher Thierry,

D'abord, je veux vous remercier, cher Thierry, de nous accueillir au Palais d'Iéna.

Si nous sommes ici, au CESE, pour ces vœux de DF, ce n'est pas un hasard : c'est une volonté affirmée de Départements de France de travailler avec l'ensemble des forces vives de notre pays, les forces sociales et économiques.

La France a besoin de l'union de toutes ses forces vives pour avancer et faire face aux défis devant lesquels nous sommes placés.

Merci à vous tous, mes chers collègues, d'être là. C'est vrai que les difficultés annoncées dans les transports ont empêché un certain nombre de présidents et de nos partenaires de nous rejoindre.

Je suis heureux en tout cas de vous retrouver après trois années qui nous ont profondément marqués : la COVID et ses conséquences, les périodes de confinement qu'on n'avait jamais connues.

Et pendant toute cette période, nous avons été en première ligne, au plus près.

Je veux le rappeler, nous avons servi toutes les prestations en temps et en heure.

Nous avons continué de protéger nos enfants.

Nous avons soutenu nos aînés, nous avons accompagné les personnes handicapées.

Nous avons été aux côtés des familles et des plus précaires.

Et c'est à la porte des Départements qu'on est venu aussi frapper lorsqu'il s'est agi de distribuer et de fournir des masques rapidement, et d'organiser la vaccination.

Et dans le même temps, nous avons continué d'investir aux côtés des communes, sur nos routes, ou dans le très haut débit.

Et aujourd'hui, nous vivons une nouvelle crise, une crise lourde, anxiogène, une crise sévère.

La Guerre est aux portes de l'Europe.

Les prix de l'énergie flambent, l'inflation étrangle les familles, le coût de l'alimentation devient une préoccupation quotidienne.

Cette crise, elle frappe chacun d'entre nous, elle frappe chaque famille, et notamment les plus fragiles. Elle frappe nos entreprises, nos artisans : nous avons tous entendu les témoignages bouleversants des boulangers, restaurateurs, entrepreneurs.

Et on ne le dit pas suffisamment, cette crise, elle frappe encore plus durement le monde rural, parce que dans le monde rural, on a besoin de sa voiture pour se déplacer, pour travailler, faire ses courses, se soigner.

Et à l'heure des vœux, les premiers que je tiens à formuler, c'est que cette guerre meurtrière menée par la Russie cesse au plus vite et que le peuple ukrainien retrouve la paix et la liberté.

C'est un vœu que je forme aussi pour tous les peuples asservis qui luttent aujourd'hui.

Cette crise, elle s'inscrit dans un contexte de malaise profond, de sentiment diffus que les élus sont dans l'incapacité de changer la vie.

Et ce sentiment d'impuissance et de défiance, doit tous nous interpeller, parce qu'il fait vaciller le socle de notre République, en ouvrant la voie à tous les extrémismes.

Chacun le sait, c'est sur le terreau des drames humains que se nourrissent toutes les violences qui traversent notre société. Violences faites aux femmes, violences faites à nos enfants.

Et notre responsabilité, ce n'est pas simplement d'en faire le constat, c'est d'apporter des réponses, chacun dans nos compétences.

Et la compétence première des Départements, celle qui est au cœur de notre action, c'est de garantir les solidarités. Toutes les solidarités : humaines et territoriales.

L'enjeu est de taille, la précarité monte l'échelle des classes moyennes.

Il ne s'agit pas pour nous de nous substituer au rôle de l'État. Mais d'avoir les moyens d'agir au plus près, parce que c'est ce qu'attendent nos compatriotes.

Beaucoup d'entre eux vivent très mal la dégradation de nos services essentiels : les hôpitaux, les médecins, la poste, les transports publics, les commerces qui ont déserté nos campagnes et pour une part nos centres-villes...

Il n'y a pas un jour où nous ne sommes alertés sur des services ou des commerces qui menacent de disparaître.

Ce constat n'est pas sévère : il se veut lucide et responsable. Lucide, car on ne regagnera pas le cœur des Français si on ne fait pas une analyse partagée des difficultés auxquelles ils sont confrontés.

La crise démocratique que nous vivons, c'est une crise de confiance. Et notre volonté, à nous, Départements de France, c'est de remédier à cette désespérance.

Nous sommes en capacité de mener des actions concrètes, prenant en compte la diversité des situations, de nos territoires, à la ville comme à la campagne.

Et je l'ai dit et redit au Gouvernement : pour régler les problèmes de la France, il faut voir loin et agir de près !

Nous sommes dans un pays où il y a toujours eu cette tentation pour l'État, de penser qu'il ferait mieux que nous, les acteurs locaux, et d'imposer des politiques qui se révèlent finalement déconnectées des réalités de vies.

Il faut que l'État accepte le lâcher-prise, qu'il fixe le cap, c'est son rôle.

Mais il faut laisser les élus locaux appliquer, sur le terrain, les orientations fixées par la représentation nationale.

Nous avons besoin d'un État stratège, un État qui assume ses missions régaliennes, un État qui contrôle bien sûr. Mais nous n'avons pas vocation à être des sous-traitants !

Parce que la France, elle se vit à l'échelle de son quartier, de sa ville, de son département.

Et quand on habite en banlieue parisienne, on n'a pas les mêmes problèmes de vie que dans les Ardennes !

Je vais vous faire une confidence :

Oui, j'ai toujours trouvé étrange que l'État imagine faire mieux sans nous, les Départements et sans les maires !

Il faut laisser le terrain exprimer ses propres besoins et mettre en œuvre ses solutions. Parce que la réalité est là : Commune et Département, sont le socle de l'action publique.

Aujourd'hui, on peut raconter ce qu'on veut aux Français sur la décentralisation, sur l'organisation territoriale...

L'espoir et la confiance viendront du terrain, d'actions et de décisions simples, connectées à ce que vivent les Français.

Au risque de vous surprendre, je ne pense pas que nous ayons besoin, dans le contexte actuel, d'un grand « big bang territorial ».

Ce dont nous avons surtout besoin, c'est d'un changement de pratiques et de redéfinir le bon niveau d'action.

Nous avons besoin que l'État nous fasse confiance, qu'il nous donne les moyens d'agir mieux et d'agir vite.

Oui, l'État a la responsabilité de la conduite des intérêts vitaux de la Nation.

Mais nous devons avoir le pouvoir d'expérimenter et d'adapter les normes, en fonction des réalités vécues par les Français.

Et ce qui importe, c'est qu'on puisse avoir les moyens de conduire nos actions.

Vous le savez, je suis un fervent partisan de réinventer le rôle de chef de file -de pilote si vous préférez- des Départements dans l'exercice de leurs compétences.

Cela vaut pour la lutte contre des déserts médicaux, l'insertion, la protection de l'enfance, le grand âge, le handicap. Et pour tous ces sujets, les Départements peuvent piloter l'ensemble des acteurs, pour une réponse à 360 degrés.

Parce que souvent, nous sommes empêchés d'agir !

Il faut, dans les faits, avoir une règle locale simplifiée, plutôt qu'une norme nationale complexe, et donc inapplicable...

Et c'est là le principal ennemi de l'efficacité publique, et c'est cela qui suscite des incompréhensions et des frustrations pour les Français et les élus locaux.

L'État nous demande de contrôler les EHPAD publics, alors que nous n'avons aucune autorité sur les directeurs d'établissements ! On fait comment ? Pendant la pandémie, souvenez-vous, le Président d'un Département ne pouvait même pas obtenir des ARS le nombre de décès du Covid dans les EHPAD !

Même chose pour les collègues : on est responsables de leur sectorisation, mais nous n'avons plus la compétence sur les transports scolaires, transférée aux Régions. Quand une Région refuse la desserte, vous imaginez la colère des parents qui ne savent plus vers qui se tourner et l'incompréhension des élus locaux !

Des exemples comme ça, il y en a beaucoup, et il y en a trop !

Le sujet de l'eau est aussi symptomatique des incohérences nationales : on vit une crise climatique, avec un prix de l'eau qui va exploser dans les zones rurales.

Je suis, Président de Département, détenteur d'une ressource en eau. J'ai le droit de produire de l'eau brute, mais je n'ai pas le droit de produire de l'eau potable. On marche sur la tête !

Et de manière générale, puisque c'est la saison des vœux :

Je souhaiterais que l'État cesse de nous imposer des missions qu'il nous demande de financer, sans qu'on soit associés aux processus de décisions. C'est une aberration !

Il faut reconnaître que la situation a évolué avec le Gouvernement d'Elisabeth Borne. On constate un changement de méthode.

Aujourd'hui, il semble que nous ne soyons plus dans la logique de la contrainte, des contrats de Cahors, des 80 km/h.

Enfin, je l'espère.

Alors nous avons, nous, Départements de France, affirmé la volonté de participer à une co-construction des politiques publiques.

La co-construction, ce n'est pas l'abandon de nos convictions !

La co-construction, c'est une exigence.

Quand tant de personnes souffrent, cela impose à tous les pouvoirs publics, de s'inscrire dans une démarche de responsabilité et de dialogue. TOUS !

On peut toujours commenter le match. Moi je préfère qu'on le joue, ensemble.

L'ouverture d'un « Agenda territorial » avec le Gouvernement est une opportunité, mais cela doit conduire à un vrai partenariat, à des engagements tenus et respectés.

Parmi les sujets sensibles, il y a d'abord nos finances.

Quand j'ai entendu Bercy dire et répéter que les Départements se porteraient bien...

Non, les Départements ne se portent pas bien, et les efforts que nous faisons depuis la crise sanitaire sont considérables.

Nos dépenses explosent : l'augmentation du RSA, le Ségur, le point d'indice, l'aide à domicile, les coûts des matériaux, de l'alimentation, des matières premières et de l'énergie.

J'ai fait chiffrer le coût total des charges nouvelles pour nos Départements : cela représente 2 milliards et demi !

La réalité c'est que nous n'avons plus de marge, plus de leviers fiscaux, et nous sommes exposés à la chute inévitable des droits de mutation.

Et j'ai entendu dire que certains remettraient en cause notre légitimité à les percevoir...

Je le dis tout net : le sujet des DMTO sera un point de rupture pour nous !

En fait, ce que nous attendons aujourd'hui, ce sont des recettes en cohérence avec nos dépenses !

Et je le redis, il n'y a pas de liberté locale sans autonomie fiscale.

Et il appartient à l'État de s'assurer que chaque Département a bien les moyens de faire face aux missions qui leur sont confiées.

Ça s'appelle la péréquation verticale.

Face à l'explosion des dépenses, le risque majeur, c'est que les Départements n'aient plus la capacité à investir.

Et je veux rappeler ici que l'investissement des Départements, c'est le bouclier du monde rural.

L'investissement des Départements, c'est le soutien à l'emploi local.

Mes chers amis, nous avons devant nous de grands défis :  
le changement climatique.

Des milliers d'hectares se sont embrasés cet été, pas seulement dans le sud, mais aussi en Gironde, dans le Morbihan, le Finistère, le Jura, les Vosges, le Maine-et-Loire. La liste est longue.

Pour les mois à venir, j'ai souhaité que Départements de France poursuive la mission conduite par André Accary et Jean-Luc Gleyze, sur le thème plus large des catastrophes naturelles et de l'évolution de nos services d'incendies et de secours.

Je rappelle que les Départements sont les 1ers financeurs des SDIS, avec les Communes.

Alors, quand j'entends répéter ces derniers mois, par le ministère de l'Intérieur, que les Départements ne reverseraient pas la Taxe Spéciale sur les conventions d'Assurances aux SDIS... Franchement ! On va bien au-delà, en réalité ! Dans mon Département, la part de cette taxe représente 8 M€. Alors que je consacre en 2023, 21 M€ aux SDIS ! Je souhaite qu'on mette un terme à cette polémique !

Le second défi, c'est le défi du vieillissement, de l'autonomie.

Notre objectif, c'est de construire ensemble un calendrier, des financements et une feuille de route claire, inscrite, elle aussi à l'Agenda territorial.

Nous avons mis en place avec vous, Cher Jean-Christophe COMBE, un comité des financeurs. C'est une avancée pour assurer un suivi des engagements.

Et vraiment, je le dis publiquement, je tiens à vous remercier pour ce dialogue nourri et constructif que vous avez engagé, et je remercie aussi la Première ministre.

C'est un défi, parce qu'on traverse une véritable crise des vocations dans les métiers de la vie et du soin (c'est vrai aussi à l'hôpital).

Il faut que toute la société prenne conscience de l'action quotidienne qui est conduite par les agents et les salariés du champ social, 24 heures sur 24, 365 jours par an.

Il faut aussi redonner confiance à ceux qui agissent au plus près pour s'occuper de nos aînés, pour protéger nos enfants confiés à l'ASE, chère Charlotte Caubel, ou pour prévenir les violences faites aux femmes.

Ils sont en première ligne, ils prennent de plein fouet la violence de la société et ils méritent la reconnaissance.

C'est l'un des gros dossiers sur lesquels nous voulons avancer pour 2023, pour ne pas voir arriver, dans un avenir proche, de nouveaux déserts sociaux, comme on connaît des déserts médicaux.

Voilà, mes chers collègues, les actions que nous entendons mener ensemble, au service des Français. Et je veux rappeler que nous ne sommes pas là pour défendre des boutiques, nous ne sommes pas une fédération de baronnies !

Nous sommes là pour défendre une conception de la République, qui permette à chacun de se voir un avenir serein, là où il a choisi de vivre.

Et qu'on redonne espoir et confiance aux Français et aux élus locaux, qui se battent au quotidien, pour apporter des réponses concrètes aux difficultés de nos compatriotes.

Bonne année à toutes et tous,

Que vivent les Départements de France, que vive la République et que vive la France.